

Projet de texte sur la COVID-19 à l'OMC : MSF appelle les gouvernements à un rejet pour éviter de créer un précédent négatif

Le projet de texte N'A RIEN À VOIR avec la dérogation sur la propriété intellectuelle pour les outils médicaux dont les gens ont besoin pour lutter contre la COVID-19.

Genève, 4 avril 2022 – Près d'un an et demi après que l'Inde et l'Afrique du Sud aient [pour la première fois proposé](#) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) une dérogation historique en matière de propriété intellectuelle pour les outils médicaux de lutte à la COVID-19, un projet de texte en cours d'examen par plusieurs gouvernements a fuité à la mi-mars. Après une [analyse approfondie de ce projet de texte](#), Médecins Sans Frontières (MSF) exhorte tous les gouvernements à le rejeter. MSF soutient que ce projet ne fournit pas de solution significative pour faciliter l'accès des populations aux outils médicaux nécessaires pendant la pandémie, qui a déjà coûté plus de six millions de vies, et qu'il créerait un précédent négatif pour les futurs défis mondiaux en matière de santé.

« Ce projet de texte discuté à l'OMC n'est tout simplement pas la renonciation efficace à la propriété intellectuelle que plus de 100 gouvernements demandaient, donc les gouvernements devraient le rejeter », déclare Yuanqiong Hu, principale conseillère juridique et politique pour la Campagne d'accès de MSF. « Ce texte n'aborde pas de manière exhaustive les défis de propriété intellectuelle pour les outils médicaux de lutte à la COVID-19 comme le fait la proposition de dérogation à l'Accord sur les ADPIC de l'Inde et de l'Afrique du Sud. Ce projet de texte décevant ne couvre que les vaccins, exclut les traitements et produits diagnostiques, n'aborde pas les barrières de propriété intellectuelle non brevetée telles que les secrets commerciaux et limite les pays qui peuvent l'utiliser. En outre, les limitations et les exigences du projet de texte pourraient entraver les flexibilités existantes, ce qui constituerait un pas en arrière inutile. Si le projet de texte était adopté sans révision approfondie et substantielle, il créerait un précédent négatif et préjudiciable pour les futurs défis mondiaux en matière de santé. Il est plus que temps pour les gouvernements de faire avancer les négociations sur un texte de dérogation à l'Accord sur les ADPIC qui pourrait être efficace, comme celui qui a été proposé il y a près de dix-sept mois. »

Le projet de texte est catégoriquement différent de la dérogation aux ADPIC introduite par l'Inde et l'Afrique du Sud, qui propose de renoncer aux brevets et autres barrières de propriété intellectuelle sur tous les outils médicaux de lutte à la COVID-19 pour la durée de la pandémie, et qui permettrait à n'importe quel pays de les produire pour en augmenter l'accessibilité. Bien que le projet de texte tente d'aborder certaines restrictions aux règles d'octroi de licences obligatoires pour l'exportation, il ne le fait pas de manière significative. (De telles clarifications aux règles existantes, même si elles constituent une révision substantielle par rapport au texte actuel, ne devraient pas s'appliquer uniquement à la COVID-19, mais plutôt à toutes les licences obligatoires, à toutes les technologies, à toutes les maladies et à tous les membres de l'OMC, et ce, sans limitation de durée.)

« Il est particulièrement décourageant d'envisager de retarder, ne serait-ce que de six mois supplémentaires, la décision sur les traitements et tests diagnostiques, surtout quand l'accès aux traitements contre la COVID-19 reste un problème important pour les habitants et les habitantes de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, notamment [en Amérique latine](#) », dit Felipe de Carvalho, coordonnateur de la Campagne d'accès de MSF en Amérique latine. « L'impact de la pandémie sur les populations des pays d'Amérique latine, y compris le [Brésil](#), la [Bolivie](#), la [Colombie](#) et le [Pérou](#), a été dévastateur, et l'accès à des médicaments génériques abordables serait crucial si une autre vague de COVID-19 devait frapper cette région. »

MSF a [clairement souligné](#) que la dérogation finale aux ADPIC, telle qu'elle a été convenue, doit couvrir non seulement les vaccins, mais toutes les technologies médicales essentielles, y compris les traitements et produits diagnostiques. Elle doit également couvrir tous les pays, et la dérogation doit être valide pour au moins cinq ans afin de soutenir la fabrication et la fourniture d'outils médicaux de lutte contre la COVID-19, entre autres des matériaux et composants nécessaires qu'il faut préparer, mettre à l'échelle, diversifier et maintenir.

« Si l'OMC va de l'avant avec ce projet de texte et s'arrête là, le monde aura manqué une belle occasion de se doter d'une dérogation significative en matière de propriété intellectuelle pour aider à surmonter l'inégalité flagrante dans

l'accès aux outils médicaux de lutte contre la COVID-19 dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire où nous travaillons. L'adoption de ce projet de texte constituerait un échec de la part de l'OMC et un manque de solidarité mondiale, et établirait clairement un précédent négatif pour les futurs défis mondiaux en matière de santé », explique M. de Carvalho.

MSF s'est également jointe à plus de 40 organisations de la société civile pour publier une [lettre ouverte](#) appelant l'Union européenne à s'abstenir de faire pression sur les membres de l'OMC pour adopter rapidement le projet de texte.